TIMBUKTU INSTITUTE
African Center For Peace Studies

INSTITUTE OF POLITICAL STUDIES
POLISH ACADEMY OF SCIENCES

DÉSINFORMATION, DÉMOCRATIE ET ENJEUX DE STABILITÉ ET DE SÉCURITÉ

QUELS DÉFIS PARTAGÉS ENTRE LE SAHEL ET L'EUROPE ?

Coordination :
Dr. Bakary Sambe et Pr. Agnieszka Cianciara

Octobre 2026

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 3

INTRODUCTION 4

I. LA DÉSINFORMATION COMME FACTEUR D'INSTABILITÉ ET D'ÉROSION DÉMOCRATIQUE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST 5

Une vulnérabilité informationnelle structurelle 5

La co-construction hybride des récits d'influence 6

La désinformation, facteur de déstabilisation 7

La désinformation, une menace structurelle à la démocratie 8

Vers quelle résilience informationnelle endogène au Sahel ? 9

II. LA DÉSINFORMATION, UN DÉFI STRUCTUREL POUR LES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES 11

La FIMI et les élections européennes 11

Le blanchiment narratif : quand l'étranger se fait national 13

Les effets des manipulations informationnelles : l'érosion plutôt que la persuasion 14

Comment répondre face aux manipulations informationnelles ? Les leçons apprises en Europe 14

LE SAHEL ET L'EUROPE, DEUX DÉFIS INFORMATIONNELS EN PARTAGE 18

RECOMMANDATIONS 19

Bibliographie 21

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

À l'échelle du globe, la désinformation s'impose aujourd'hui comme une épreuve majeure pour les démocraties, dont elle fragilise les institutions, éprouve la cohésion sociale et altère les conditions du débat public. Le rapport du Timbuktu Institute et de l'Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences met en lumière les ressorts d'une menace qui puise dans les fractures sociales, la défiance politique et les rivalités géopolitiques. Il apparaît en ce sens que l'enjeu dépasse la seule circulation de fausses informations, en ceci qu'il touche à la confiance des citoyens et à leur capacité à distinguer les faits des récits destinés à infléchir leurs perceptions et représentations.

Au Sahel, la dégradation sécuritaire, les transitions politiques, les discours souverainistes et les stratégies de puissance constituent autant de terrains propices aux opérations de manipulation. En Europe, celles-ci exploitent les inquiétudes sociales, les tensions autour de l'immigration et la défiance envers les institutions nationales et européennes. Si leurs manifestations diffèrent, ces dynamiques obéissent à une logique commune : les opérations informationnelles trouvent leur force dans des mécontentements ou imaginaires préexistants, qu'elles amplifient et réorientent au service d'intérêts politiques ou géopolitiques.

Cette convergence invite à dépasser une lecture strictement technique de la désinformation. La circulation des contenus trompeurs ne suffit pas, à elle seule, à expliquer leur influence. En effet, celle-ci dépend aussi des relais locaux qui les diffusent, des vulnérabilités qu'ils mobilisent et de la crédibilité qu'ils acquièrent auprès des populations. Dès lors, les réponses exclusivement répressives risquent de manquer leur cible, voire d'affaiblir les libertés qu'elles prétendent défendre. La lutte contre les manipulations informationnelles suppose donc de renforcer les capacités de prévention sans restreindre indûment le pluralisme du débat public.

Le présent rapport préconise, dans cette perspective, une coopération plus étroite entre l'Europe et l'Afrique, fondée sur le partage de l'information, le renforcement des mécanismes de veille et d'alerte, la coordination avec les plateformes numériques et le soutien aux médias indépendants. L'éducation aux médias, la vérification des faits et la protection des libertés fondamentales constituent également des leviers essentiels. Il est indispensable de consolider les institutions et la société civile sans lesquelles aucune lutte contre la désinformation ne saurait durablement prospérer. À cette nécessité doit répondre une exigence plus fondamentale, celle de faire de la résilience informationnelle l'un des piliers de la résilience démocratique.

INTRODUCTION

Que les démocraties, aux quatre coins du monde, soient travaillées par une crise de confiance d'une ampleur inédite, voilà qui ne saurait guère souffrir de contestation. A l'heure où les conflits se prolongent dans l'espace numérique et où la maîtrise des perceptions devient un attribut du pouvoir, cette réflexion trouve un écho singulier. C'est en ce sens qu'avec une prégnance renouvelée, la désinformation s'impose comme une problématique qui ne peut plus être appréhendée comme une anomalie passagère ou un simple problème de « fausses nouvelles ». Elle constitue un défi structurel, en ceci qu'elle affecte les conditions mêmes du fonctionnement démocratique tels que la formation d'une opinion publique éclairée et la confiance dans les institutions représentatives. En d'autres termes, elle participe à la construction de récits qui orientent les perceptions, exacerbent les antagonismes et pèsent sur la légitimité des institutions.

Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, les aspirations à la souveraineté, la dégradation de la situation sécuritaire et la défiance envers les autorités politiques et les partenaires étrangers alimentent des récits que des acteurs extérieurs et locaux contribuent à façonner et à amplifier. La désinformation s'inscrit, ainsi, dans un contexte de transitions militaires, de violences terroristes et de rétrécissement de l'espace médiatique et politique, où elle accompagne la recomposition des alliances et nourrit les antagonismes intercommunautaires. De fait, l'information devient, avec une acuité particulière, un terrain de confrontation où se croisent rivalités géopolitiques, stratégies d'influence et fractures politiques intérieures. En Europe, elle se greffe sur la polarisation des sociétés, la crise de légitimité des partis de gouvernement et la progression des populismes et des droites radicales. En outre, les campagnes d'ingérence informationnelle exploitent les inquiétudes économiques, les tensions migratoires et les divisions partisanes afin d'affaiblir la confiance dans les institutions et les processus démocratiques.

Dans les deux contextes, la prégnance du phénomène tient moins à l'invention de contre-vérités qu'à leur capacité à s'ancrer dans des représentations préexistantes et à mobiliser les imaginaires en présence. En ce sens, la désinformation ne saurait toutefois être comprise comme une menace exclusivement exogène. Les ingérences étrangères trouvent des relais dans les sociétés qu'elles ciblent, tandis que les restrictions du pluralisme médiatique et l'instrumentalisation politique de la lutte contre les fausses informations peuvent accentuer les vulnérabilités qu'elles prétendent combattre. Du reste, les plateformes numériques, leurs mécanismes de recommandation et les possibilités offertes par l'intelligence artificielle générative renforcent encore cette dynamique. Le questionnement est donc double : comment, d'une part, prévenir les manipulations coordonnées de l'information sans restreindre les libertés publiques, et, de l'autre, renforcer la résilience des sociétés sans réduire la réponse à une succession de dispositifs techniques ou institutionnels ?

Complétant les approches techno-centrées, ce rapport adopte une perspective axée sur le croisement de dynamiques observées dans deux espaces géographiques. Il récuse ainsi deux lectures trop étroites : celle qui réduit la désinformation à une pathologie technologique que la seule régulation des plateformes suffirait à résorber, et celle qui la traite comme une menace exclusivement exogène, importée par des puissances hostiles. En ce sens, il propose d'examiner en quoi la désinformation, loin d'être le simple produit d'un désordre informationnel, constitue une menace structurelle pour la stabilité politique et les institutions démocratiques, et dans quelle mesure les réponses expérimentées de part et d'autre peuvent nourrir une approche interrégionale. Ce faisant, le présent document analyse les mécanismes de la désinformation au Sahel et en Afrique de l'Ouest, leurs effets sur la stabilité politique, la sécurité, la cohésion sociale et les processus démocratiques dans une perspective de défis partagés entre le Sahel/Afrique de l'Ouest et l'Europe. De surcroît, il identifie les principaux enseignements susceptibles de nourrir une approche régionale et formule des recommandations à l'intention des États, des organisations régionales, des gestionnaires des plateformes numériques et des acteurs de la société civile.

I. LA DÉSINFORMATION COMME FACTEUR D'INSTABILITÉ ET D'ÉROSION DÉMOCRATIQUE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST

« Presque tous les malheurs de la vie viennent des fausses idées que nous avons sur ce qui nous arrive » écrivait Stendhal dans ses *Œuvres intimes*. Plus de deux siècles plus tard, cette réflexion conserve une résonance particulière à l'heure où la maîtrise des récits et des perceptions demeure un enjeu de pouvoir. Au Sahel et en Afrique de l'Ouest, la désinformation constitue aujourd'hui un facteur majeur de fragilisation de la stabilité politique, de la cohésion sociale et de la sécurité des États. Dans un contexte marqué par la multiplication des transitions politiques et l'intensification des violences terroristes, les écosystèmes informationnels de la région sont devenus des espaces privilégiés de confrontation, où se déploient, se croisent et s'affrontent les récits manipulés et les campagnes d'influence.

L'Afrique de l'Ouest constitue un espace de concurrence informationnelle croissante où se superposent plusieurs dynamiques : rivalités entre puissances extérieures, restriction de l'espace médiatique et politique interne au nom d'un « journalisme patriotique », guerre informationnelle à laquelle prennent part les groupes terroristes à l'instar du JNIM et l'État islamique au Sahel, mais aussi instrumentalisation des processus électoraux, y compris dans les États côtiers. Si une réponse régionale tend à s'organiser autour de réseaux de vérification et de lutte contre la désinformation, elle demeure encore fragile face à la sophistication croissante des opérations d'influence, désormais renforcée par les progrès de l'intelligence artificielle générative et la diffusion des *deepfakes*.

Les travaux du Timbuktu Institute sur la problématique[1] ont permis de mettre en lumière une séquence récurrente dans les processus de désinformation dans la région. Un contenu clivant circule sur WhatsApp, Facebook, TikTok ou Telegram, polarise des communautés déjà éprouvées par l'insécurité, contribue à délégitimer les États, les organisations régionales (CEDEAO, UA, etc) ou les partenaires internationaux, puis participe à la formation d'un environnement favorable au repli identitaire, au rétrécissement de l'espace civique et à la légitimation des régimes issus de coups d'États.

Une vulnérabilité informationnelle structurelle

Les conditions d'une fragilité informationnelle sont réunies sur le continent africain. Ainsi, l'Afrique compte quelque 400 millions de jeunes âgés de 15 à 35 ans selon l'Union africaine. L'Afrique de l'Ouest se caractérise par l'une des populations les plus jeunes du monde et par une appropriation rapide des réseaux sociaux et des messageries chiffrées. L'éducation critique aux médias demeure toutefois insuffisante. Dans les pays à faible alphabétisation numérique, l'UNESCO a démontré que les contenus non vérifiés circulent plus vite que les faits dûment vérifiés et documentés. Là où les médias traditionnels sont perçus comme partisans ou contrôlés, la confiance se reporte paradoxalement sur les réseaux sociaux[2] où la désinformation s'enracine plus facilement.

Les discours de désinformation s'appuient en partie sur l'exploitation des biais de négativité de communautés auprès desquelles la revendication de la souveraineté, la dénonciation du néocolonialisme ou le rejet de la présence française rencontrent des représentations préexistantes dans l'espace politique sahélien et ouest-africain. Cette prédisposition à accorder davantage d'attention aux récits à connotation négative permet au système de désinformation russe de se déployer en jouant sur des émotions telles que la frustration et le désespoir[3] liées à des problématiques économiques et sociales. Concrètement, les médias russes à l'instar de Russia Today et Sputnik couvrent en priorité des sujets de société particulièrement sensibles et mobilisent la colère pour désigner l'Occident, en particulier la France et les États-Unis, comme la cause principale de l'instabilité et de la pauvreté. La chaîne de télévision camerounaise *Afrique Média*, réputée proche de la

1 Timbuktu Institute (2026), *Algorithmes en guerre. Comment l'IA générative rebat les cartes du conflit malien*, https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2026/09/15/des-algorithmes-en-guerre-comment-lia-gnrative-rebat-les-cartes-du-conflit-malien1.pdf

2 Reuters Institute, Digital News Report 2023, https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2023

3 Vasyliuk, Stanislav. « Russia's Information Warfare in Africa: Influence Operations in the Sahel. » Journal of Strategic Security 19, no. 1 (2026), pp. 78-92. DOI: https://doi.org/10.5038/1944-0472.19.1.2610.

Russie, emploie ainsi un langage émotionnel qui puise directement dans la frustration, par exemple en dénonçant l'inaction des missions étrangères face à l'extension de la menace terroriste. La simplification des dynamiques d'un conflit complexe permet de produire un récit dans lequel la Russie apparaît comme un partenaire capable d'endiguer l'insécurité.

Dans les mois suivant le coup d'État de 2021 au Mali, les médias russes se sont employés à délégitimer la présence militaire française, la présentant comme un fait néocolonial. Au début de l'année 2023, une vidéo animée de soldats français s'apparentant à des zombies ou celle d'un rat français pillant une maison a ainsi été diffusée sur les réseaux sociaux[4]. La dénonciation du néocolonialisme permet à Moscou de déplacer la focale afin de faire écran à ses propres ambitions d'influence, au moment même où l'agression russe en Ukraine s'apparente à une guerre révisionniste et néo-impériale[5].

Ces vulnérabilités sont aggravées par le rétrécissement méthodique de l'espace médiatique. Après les coups d'État au Mali (2021), au Burkina Faso (2022) et au Niger (2023), les pays de l'AES ont suspendu tour à tour RFI, France 24, TV5Monde, la BBC, l'AFP et plusieurs autres titres. In faut, aussi, dire que les médias occidentaux sont accusés de s'adonner à la désinformation par les régimes de transition qui y voient le prolongement d'une « propagande occidentale et néocoloniale ». En mai 2026, le Niger a interdit neuf médias internationaux[6], remplacé le Conseil supérieur de la communication par un Observatoire national et suspendu la Maison de la presse. Au Mali, la Haute autorité de la communication a durci ses mesures fin 2025, s'appuyant sur les lois relatives à la cybercriminalité et à la « sécurité nationale ». Au Burkina Faso, des journalistes critiques ont été enrôlés de force et envoyés au front pour combattre les groupes armés. Le phénomène semble déborder le seul cadre des pays de l'Alliance des États du Sahel. Au Sénégal, un arrêté d'avril 2025 avait ordonné la cessation d'activités de 381 organes pour non-conformité réglementaire[7] et, récemment, en Guinée, France 24 a été interdite de diffusion mi-septembre[8], après qu'un présentateur a qualifié Mamadi Doumbouya de « président putschiste ».

La co-construction hybride des récits d'influence

L'écosystème russe de désinformation en Afrique subsaharienne repose sur une organisation à la fois verticale et horizontale, qui lui permet de s'adapter aux contextes locaux. Plutôt que d'agir comme un émetteur centralisé, la Russie s'insère dans des réseaux informationnels préexistants et combine trois catégories d'acteurs[9] : les structures étatiques et paraétatiques (RT, Sputnik, etc,), des acteurs non officiels et adhocratiques auxquels certaines fonctions sont déléguées, et des relais locaux qui reprennent et adaptent les narratifs. Le système qu'avait développé la galaxie Wagner, avec le projet *Lakhta* et notamment ses fermes à trolls, a progressivement été intégré à l'appareil d'État russe suite à la disparition d'Evgueni Prigojine en 2023. L'agence de presse *African Initiative* prolonge cette logique en associant médias, blogueurs, activistes et influenceurs locaux. Un réseau de sites d'actualité servant à amplifier les contenus d'*African Intelligence* auprès des publics africains a également été exposé en août 2024 par Meta[10]. Ce dispositif visait à distiller les contenus de propagande au sein d'un flux d'informations plus large et apparemment ordinaire, illustrant la diversification des techniques d'influence.

4 La Dépêche (2023), *Afrique : zombies, rats... dans des vidéos délirantes, le groupe russe Wagner est présenté comme le pourfendeur de la présence française*, https://www.ladepeche.fr/2023/01/19/afrique-zombies-rats-dans-des-videos-delirantes-le-groupe-russe-wagner-est-presente-comme-le-pourfendeur-de-la-presence-francaise-10934172.php

5 de Tinguy, Anne. «L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS». Anne de Tinguy (dir.). Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, Les Etudes du CERI n°266-267 (2023), pp.4-11. HAL Id : https://hal.science/hal-04088010v1

6 ARTICLE 19, « Niger: Lift the Ban on International Media and Protect Freedom of Expression », https://www.article19.org/fr/resources/niger-lift-the-ban-on-international-media-and-protect-freedom-expression/

7 Deutsche Welle, « Liberté de presse au Sénégal : médias, Bassirou, code de la presse », https://www.dw.com/fr/libert%C3%A9-de-presse-senegal-medias-bassirou-code-de-la-presse/a-72410867

8 Le Monde (2026), « En Guinée, la chaîne France 24 interdite de diffusion après qu'un présentateur a qualifié le chef de l'Etat, Mamadi Doumbouya, de « président putschiste »», https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2026/09/17/en-guinee-la-chaine-france-24-interdite-de-diffusion-apres-qu-un-presentateur-a-qualifie-le-chef-de-l-etat-mamadi-doumbouya-de-president-putschiste_6776426_3236.html

9 Audinet, Maxime. (2025). « La stratégie d'influence de la Russie en Afrique subsaharienne : réseau d'acteurs et posture anticoloniale ». Revue Défense Nationale, 882(7), 91-99. https://doi.org/10.3917/rdna.882.0091

10 SGDSN, Viginum. (2025). « African Initiative : de la diplomatie publique aux opérations d'influence numériques ».https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20250612_TLPCLEAR_VIGINUM_FCDO_EEAS_Rapport_Technique_African_Initiative_FR.pdf

Cette structuration s'accompagne d'un durcissement progressif des narratifs qui participent pleinement de la stratégie d'influence russe. Initialement centrée sur la présentation de la Russie comme une alternative aux partenaires occidentaux, la communication évolue vers une dénonciation plus frontale de la France et des puissances occidentales. Dans le Sahel, les récits autour de la souveraineté et de la décolonisation ont ainsi progressivement intégré des accusations de soutien au terrorisme, de déstabilisation ou de préparation d'une intervention militaire. Au Niger, le chef de l'État, le général Tiani, a notamment repris certains de ces éléments de langage en accusant la France de préparer une invasion militaire. Au Mali, des responsables ont accusé Paris de soutenir des groupes terroristes. Le durcissement progressif du discours russe apparaît, ainsi, indissociable de son appropriation par les autorités locales, qui contribuent elles-mêmes à légitimer et à amplifier ces récits.

Mais, l'écosystème de la désinformation ne peut être réduit à l'action de puissances étrangères ou à quelques relais. Il rassemble une pluralité d'acteurs (gouvernements, oppositions, militants, influenceurs, journalistes, médias numériques, réseaux transnationaux, groupes armés, etc.) dont les motivations diffèrent, mais dont les récits peuvent parfois converger. L'agentivité des acteurs locaux occupe, dans ce dispositif, une place centrale. Des figures comme Kémi Séba et Nathalie Yamb ont ainsi largement repris à leur compte les thèmes de la souveraineté africaine et de la lutte contre le néocolonialisme tout en étant associés à des réseaux et entités liés à la Russie[11]. De même, la difficulté dans l'étude de la désinformation réside aussi, dans l'interférence assez complexe entre communication des chancelleries étrangères y compris occidentales et stratégies d'influence.

Les opérations d'influence russes en Afrique illustrent de manière exemplaire cette logique. Dans cette perspective, il apparaît que l'influence extérieure est plus efficace lorsqu'elle s'appuie sur des acteurs (et/ou relais) locaux capables de traduire ces récits dans un langage familier, en les inscrivant dans des préoccupations nationales. L'influence russe apparaît dès lors moins comme une transmission unidirectionnelle que comme une coproduction de récits. L'influence étrangère fonctionne plus par amplification que par substitution, rendant parfois difficile la distinction entre opération coordonnée et appropriation locale. Les groupes armés exploitent une logique comparable, mais avec des objectifs propres. Ici, l'information devient une composante de la confrontation armée en ceci que la bataille et l'interprétation de bataille tiennent lieu de volets, en un certain sens, distincts.

La désinformation, facteur de déstabilisation

Lorsque la désinformation devient une manière de raconter le réel, elle consiste moins à déformer ou inventer des faits, qu'à les inscrire dans un agencement de récits visant à donner sens à un événement à l'instar d'une séquence politique, géopolitique ou sociale. C'est dans ce sillage que les « désordres de l'information[12] » prolifèrent par leur capacité à s'insérer dans des imaginaires et représentations déjà constitués. Par ailleurs, il est notoire que dans le cours des coups d'États survenus voilà quelques années dans l'AES, l'effet des réseaux sociaux y a accompagné la recomposition des rapports de force politiques et géopolitiques. En effet, au cours de cette séquence, la désinformation a participé à la construction de récits politiques relativement cohérents et en l'espèce binaire entre ces pays et la France. Dès lors, la désinformation ne crée pas tant les représentations en présence qu'elle ne leur donne une forme narrative, les simplifie et les relie entre elles. Et c'est ce ressort narratif qui explique sa dimension performative[13] dans la mesure où la désinformation cherche non seulement à convaincre mais aussi à provoquer l'indignation, la colère, le patriotisme ou le sentiment d'une humiliation collective.

Or, la fabrique des perceptions s'inscrit dans un écosystème médiatique profondément transformé par le numérique qui ouvre de nouveaux espaces de participation civique ; mais par là même, rend plus difficile la distinction entre information, opinion, interprétation partisane et désinformation. Au Burkina

11 US Department of State (2022), *La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique*, https://2021-2025.state.gov/la-campagne-de-desinformation-devgueni-prigojine-dans-toute-lafrique/?safe=1

12 Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking* (Vol. 27, pp. 1-107). Strasbourg: Council of Europe. https://www.firstdraftnews.org/wp-content/uploads/2017/11/PREMS-162317-GBR-2018-Report-de%CC%81sinformation-1.pdf

13 Dô, D. D. D. (2026). *La désinformation au Sahel : Narrativité, performativité et fabrique de l'opinion.* Revue Africaine de Communication de l'UCAD. https://rac.ucad.sn/la-desinformation-au-sahel-narrativite-performativite-et-fabrique-de-lopinion

Faso, les manifestations hostiles à la présence française et l'attaque contre l'Institut français de Ouagadougou de la part de manifestants, après le coup d'État de 2022, montrent comment un récit circulant dans l'espace informationnel peut se traduire concrètement dans l'espace physique. De même, depuis le déclenchement du conflit malien en 2012, puis avec les coups d'État de 2020 et 2021, la dégradation des relations avec la France, les sanctions de la CEDEAO et la coopération avec la Russie, la « Twittosphère » (désormais X) malienne (et par extension les réseaux sociaux) est quasiment devenue un « acteur » du conflit dans la mesure où le réseau social se mue en un espace où journalistes professionnels, journalistes citoyens, blogueurs, autorités construisent et confrontent leurs interprétations du conflit. En cela, les logiques de circulation, les mécanismes algorithmiques et les interactions entre utilisateurs participent à la production d'un « conflit en réseau ». Partant, la plateforme se fait lieu de participation au conflit lui-même par une « weaponization[14] » de l'information, c'est-à-dire l'utilisation de l'information comme une arme au service d'objectifs politiques ou conflictuels, renforçant ainsi les divisions socio-politiques en présence.

Cette pluralité d'acteurs en présence doit, dans cette perspective, donc pousser à examiner les infrastructures de circulation des contenus qui s'avèrent être des plateformes dont les règles de visibilité et de recommandation structurent une part non négligeable de l'espace public. En raison de leur importance, les logiques de l'espace public deviennent ainsi, pour une part croissante, des logiques de plateforme. Ce fut notamment le cas des élections nigérianes de 2023 où malgré l'apport des dispositifs BVAS (*Bimodal Voter Accreditation System*) et IReV (*INEC Results Viewing Portal*) pour l'identification des électeurs et la transmission ou la consultation des résultats, le numérique a néanmoins servi d'outil de manipulation de l'information électorale. Des travaux du CDD (Center for Democracy and Development) ont documenté la manipulation de hashtags, l'utilisation de réseaux automatisés ou contrôlés, la création de fausses identités, le recours à des traductions volontairement trompeuses ainsi que la manipulation de contenus audio et vidéo. Twitter, Facebook et WhatsApp ont ainsi participé, chacun selon ses propres mécanismes de circulation, à la diffusion de contenus susceptibles d'influencer la perception du scrutin[15].

Hors temps électoral, en février 2026 un consortium international d'investigation (Forbidden Stories, All Eyes On Wagner, The Continent, openDemocracy, iStories) a rendu publique une fuite de 1 431 pages de documents internes d'Africa Politology, structure de désinformation qui serait directement pilotée par le service de renseignement extérieur russe (SVR). Ces documents détaillent une organisation à grande échelle de la désinformation : un budget de 7,3 millions de dollars sur dix mois, 34 « spécialistes » coordonnés dans 15 pays, un financement transitant par des sociétés écrans. Rien qu'en août 2024, 340 000 dollars auraient permis de placer 516 articles et vidéos dans des médias africains, à un coût unitaire de 250 à 700 dollars par article ; plus de 5 000 dollars ayant été spécifiquement dédiés au Sénégal. Enfin, la démocratisation de l'intelligence artificielle (IA) ajoute désormais une nouvelle capacité à la mécanique de la désinformation. Les deepfakes, contenus synthétiques et systèmes automatisés réduisent les coûts de production, accélèrent la diffusion et permettent de cibler différents publics. Cela étant, l'intelligence artificielle ne constitue pas tant une menace entièrement distincte qu'un multiplicateur de vulnérabilités préexistantes, à l'instar du conflit malien[16]. Il y a là à l'œuvre la logique du « liar's dividend[17] », qui permet en l'occurrence de tirer parti du brouillage entre le vrai et le faux pour jeter le discrédit sur une preuve authentique.

La désinformation, une menace structurelle à la démocratie

Dès lors qu'il se forme, toutes proportions gardées, une tendance d'homologie entre l'espace public et l'espace numérique, la difficulté croissante à distinguer l'information de la manipulation affecte progressivement la confiance accordée aux institutions, durcit les antagonismes sociaux et

14 de Bruijn, M., Mutsvairo, B., Bruls, L., Cissé, M. G., Langguth, J., Orgeret, K. S., Badji, S. D., Moges, M. A., & Schroeder, D. T. (2025). "Aren't we all journalists?" Citizen journalism, disinformation and the weaponization of social media in conflict torn Mali. https://doi.org/10.1177/14648849241312743

15 Schroeder, Z., Batista, M., & Timcke, S. (2025). *Digital governance for democratic integrity in West African electoral contexts.* https://www.scielo.org.za/scielo.php?pid=S2077-72132025000200005&script=sci_arttext

16 Timbuktu Institute (2026), *Algorithmes en guerre, op. cit.,*

17 Chesney, B., & Citron, D. (2019). *Deep fakes: A looming challenge for privacy, democracy, and national security*. Calif. L. Rev., 107, 1753. https://www.californialawreview.org/print/deep-fakes-a-looming-challenge-for-privacy-democracy-and-national-security

politiques. Les « désordres informationnels » deviennent ainsi une problématique à la fois démocratique et sécuritaire, en ceci que le caractère massif de la désinformation tend à modifier les cadres au sein desquels les pays et les sociétés en crise interprètent et arbitrent leurs conflits.

L'un des effets les plus prégnants de cette dynamique se joue dans la dégradation de la confiance. De ce point de vue, lorsque les citoyens sont confrontés à une succession de contenus contradictoires, de récits manipulés et de démentis, l'incertitude généralisée tient certes à la véracité de l'information, mais aussi et surtout à la question de savoir à qui il est encore possible d'accorder sa confiance. La désinformation peut ainsi produire un effet paradoxal : même lorsqu'elle ne parvient pas à imposer une contre-vérité, elle peut suffisamment affaiblir les sources légitimes pour rendre une parole moins convaincante. Et ce phénomène est particulièrement préoccupant au Sahel et en Afrique de l'Ouest, où la confiance envers les institutions est déjà fragile. Gouvernements, médias, autorités électorales, CEDEAO, Union africaine ou partenaires internationaux peuvent progressivement être associés à un même soupçon de manipulation.

Là se joue une part essentielle de l'enjeu démocratique. En effet, si un système démocratique suppose l'existence d'un socle minimal de faits partagés à partir duquel les citoyens peuvent diverger sur les choix politiques, l'érosion de ce socle fragilise les conditions mêmes d'une possibilité démocratique[18]. Les institutions font, alors, face à une double problématique : répondre aux crises tout en démontrant qu'elles en décrivent correctement la réalité. Car c'est la perte progressive d'un référentiel commun de connaissance factuelle qui ouvre la voie à la transformation de la défiance en polarisation. Dans les contextes sahéliens, un événement local peut être interprété comme l'expression d'un conflit entre communautés, une rumeur faisant état d'une attaque peut être perçue comme la preuve d'une menace généralisée ou encore une accusation visant un responsable peut se transformer en accusation contre le groupe auquel il est associé.

Les réseaux sociaux accélèrent ce processus en permettant à des contenus produits dans un espace restreint de franchir rapidement les frontières territoriales et communautaires. Dans les configurations burkinabè, malienne et nigérienne par exemple, où les violences armées ont déjà profondément affecté les relations entre populations, forces de sécurité et autorités locales, les conséquences peuvent être particulièrement lourdes. La circulation d'informations non vérifiées sur des exactions, des attaques ou des complicités supposées peut nourrir la peur et renforcer les soupçons à l'égard de certaines communautés. Il ne s'agit pas de dire que la désinformation crée nécessairement ces tensions, mais elle peut leur donner une forme plus radicale en réduisant l'espace laissé au doute et à la vérification, qui plus est dans un contexte où les groupes armés sont à même d'instrumentaliser les conflits socio-économiques en antagonismes identitaires. Toutefois, ces logiques ne concernent pas uniquement les pays en proie à des crises politico-sécuritaires. De façon générale, les pays ouest-africains restent exposés dès lors que les réseaux numériques deviennent un espace privilégié de confrontation politique. À mesure que les débats se polarisent, les contenus susceptibles de confirmer les convictions préexistantes ont plus de chances d'être partagés, et il devient difficile pour les institutions et les médias de réintroduire de la nuance dans le débat public.

Vers quelle résilience informationnelle endogène au Sahel ?

La désinformation étant un phénomène structurel, la réponse ne peut se limiter à la simple détection et réfutation des contenus problématiques. Elle doit s'attaquer aux vulnérabilités informationnelles qui en permettent la diffusion, tout en tenant compte des contextes locaux afin d'éviter une approche exogène et uniformisée qui serait sans effet. C'est en ce sens que des initiatives régionales commencent à émerger. En septembre 2025, treize États ouest-africains ont adopté sous l'égide de l'UNESCO un cadre stratégique et un plan d'action pour l'intégrité de l'information à l'horizon 2036[19]. Le consortium BLOC Anti-Fake lancé la même année à Abidjan illustre également la possibilité d'une coopération régionale entre acteurs du fact-checking. Ces avancées restent néanmoins limitées par le sous-financement de l'éducation aux médias, la fragilité des médias indépendants et

18 Lewandowsky, S., Ecker, U. K., Cook, J., Van Der Linden, S., Roozenbeek, J., & Oreskes, N. (2023). Misinformation and the epistemic integrity of democracy. *Current opinion in psychology*, 54, 101711. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352250X23001562

19 ONU Info, « Un cadre stratégique et un plan d'action pour l'intégrité de l'information adoptés à Praia », 2025, https://news.un.org/fr/story/2025/12/1157995

l'insuffisante adaptation des plateformes aux langues et aux contextes ouest-africains.

Une politique de résilience doit donc privilégier les capacités endogènes : médias indépendants et communautaires, fact-checkers locaux, éducation à l'information en langues nationales et locales et observatoires indépendants. Elle doit également articuler résilience informationnelle et lutte contre les ingérences, plutôt que traiter la désinformation comme un simple enjeu de communication. Pour l'UE, l'UA et la CEDEAO, l'enjeu est ainsi de considérer l'espace informationnel comme un déterminant à part entière de la stabilité politique, en soutenant les acteurs locaux plutôt qu'en substituant des dispositifs institutionnels aux écosystèmes de confiance existants. Sans action sur les facteurs structurels tels que la défiance institutionnelle, la faiblesse de l'offre médiatique, la fracture numérique et l'insuffisante éducation aux médias, les réponses resteront essentiellement réactives et ineffectives.

II. LA DÉSINFORMATION, UN DÉFI STRUCTUREL POUR LES DÉMOCRATIES EUROPÉENNES

Dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025, lors d'une frappe aérienne massive contre l'Ukraine, dix-neuf drones lancés par la Russie ont violé l'espace aérien polonais ; certains se sont écrasés, d'autres ont été abattus par des chasseurs de l'OTAN. Il n'y a eu aucune victime, seulement quelques bâtiments endommagés dans des zones rurales peu peuplées de l'Est du pays. Pour la première fois depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, un membre de l'OTAN ouvrait le feu sur des cibles hostiles au-dessus de son territoire[20]. Mais l'essentiel était ailleurs. À l'ombre des gros titres, une attaque plus subtile et, à bien des égards, plus dangereuse se déployait dans l'espace informationnel polonais : une vague de désinformation étrangère coordonnée accompagnait l'attaque cinétique.

Cette campagne coordonnée a mis en circulation, le jour même, plus de trente récits manipulés distincts, recensés par NASK, le centre polonais de surveillance de la désinformation[21]. Selon certains, le gouvernement polonais mentait à ses citoyens et l'armée était impréparée et sans défense ; selon d'autres, il s'agissait d'une provocation ukrainienne, d'une opération sous faux drapeau visant à entraîner la Pologne dans la guerre. La coordination entre l'attaque de drones et l'attaque informationnelle était manifeste : les récits annonçant une provocation ukrainienne circulaient dans l'espace informationnel polonais avant même la violation de l'espace aérien.

La campagne s'est déroulée principalement sur X et Facebook, mais aussi sur YouTube et Instagram. Elle reposait sur la diffusion massive et artificielle de commentaires inauthentiques sous les contenus publiés par les institutions de l'État, les responsables politiques et les médias polonais. Ce comportement inauthentique coordonné s'appuyait notamment sur le mot-dièse #tonienaszawojna, c'est-à-dire « ce n'est pas notre guerre ». La campagne a mobilisé des comptes automatisés dormants, auparavant associés à des contenus anti-vaccins liés au Covid-19, ainsi que des comptes prétendument « neutres », publiant d'ordinaire sur l'économie ou le sport, mais soudain passionnés par les drones[22].

L'analyse de la campagne a montré qu'elle visait à affaiblir la confiance des Polonais envers leurs institutions et leur gouvernement, à attiser les tensions polono-ukrainiennes et à déplacer les émotions négatives de la Russie vers le gouvernement polonais, l'Ukraine et les Ukrainiens en Pologne. Elle a révélé que la désinformation ne cible pas seulement nos croyances, ou ce que nous savons, mais surtout nos affects : ce que nous ressentons, envers qui, et la façon dont ces émotions orientent nos choix et nos comportements sociaux et politiques. Elle illustre enfin la manière dont les acteurs russes combinent la manipulation de l'information et l'ingérence étrangères (FIMI) avec d'autres formes d'attaques hybrides.

La FIMI et les élections européennes

La notion de FIMI (*foreign information manipulation and interference*) présente des avantages évidents par rapport à celles de « fake news » ou de « désinformation », employées dans le débat public le plus souvent sans grande rigueur analytique et fréquemment instrumentalisées pour discréditer les voix de l'opposition. Élaborée par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE)[23], la notion de FIMI marque un véritable changement de paradigme. Elle permet à la fois de comprendre le fonctionnement de la désinformation étrangère et de répondre à une menace qui ne se limite pas à la manipulation de l'information, mais suppose aussi l'intention délibérée de nuire.

Toute désinformation n'est pas FIMI, et la FIMI n'est pas seulement de la désinformation. Elle est plus

20 Alan Charlish, Lidia Kelly and Barbara Erling (2025) Poland downs drones in its airspace, becoming first NATO member to fire during war in Ukraine, Reuters, September 10, https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/poland-downs-drones-its-airspace-becoming-first-nato-member-fire-during-war-2025-09-10/

21 Ministerstwo Cyfryzacji (2025) Uwaga na dezinformację związaną z naruszeniem polskiej przestrzeni powietrznej przez drony, 10.09, https://www.gov.pl/web/cyfryzacja/uwaga-na-dezinformacje-zwiazana-z-naruszeniem-polskiej-przestrzeni-powietrznej-przez-drony

22 Filip Bryjka, Aleksandra Wójtowicz (2025) Russia Launches Drone and Disinformation Attack on Poland, Bulletin, Polish Institute of International Affairs, NO. 99 (2600), 19 September, https://www.pism.pl/publications/russia-launches-drone-and-disinformation-attack-on-polandv

23 European External Action Service (2023) 1st EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats, https://www.eeas.europa.eu/eeas/1st-eeas-report-foreign-information-manipulation-and-interference-threats_en

étroite que la désinformation, car elle exclut les activités purement domestiques, non inspirées de l'étranger. Elle est aussi plus large, car elle englobe non seulement des contenus manipulés, mais surtout des comportements manipulatoires, le plus souvent non illégaux : la diffusion et l'amplification massives et automatisées d'informations manipulées par des comptes inauthentiques ou des bots. Les conséquences pour l'intégrité de l'information en sont bien plus lourdes que celles de la mésinformation, voire de la désinformation relayée par des utilisateurs légitimes des réseaux sociaux.

Considérons les campagnes FIMI lancées par des acteurs liés à la Russie pour interférer dans la campagne des élections européennes de 2024. Ces élections au Parlement européen constituent un laboratoire idéal, car elles montrent comment la désinformation étrangère opère simultanément dans les contextes nationaux des vingt-sept États membres.

Quels comportements, y compris quelles techniques dissimulées de distorsion des écosystèmes médiatiques nationaux, ont été identifiés ? La surveillance menée par diverses institutions nationales et européennes[24] a permis de caractériser plusieurs dispositifs de manipulation de l'information (Information Manipulation Sets, IMS), dont Doppelgänger, le réseau Pravda ou Storm-1516. L'IMS désigne, ici, l'infrastructure numérique sous-jacente qui rend la manipulation en ligne possible[25] : domaines interconnectés, comptes d'hébergement partagés, réseaux de bots. Elle peut être mobilisée, étendue ou désactivée à tout moment, selon les besoins d'une campagne. Les IMS fabriquent des médias factices en plusieurs langues, qui reprennent les contenus des médias d'État russes, d'influenceurs prorusses ou de médias locaux anti-establishment.

Très actif avant le scrutin européen de 2024, l'IMS Doppelgänger s'est rendu célèbre en usurpant l'identité de médias légitimes par clonage de domaines et typosquatting. Les clones de grands titres européens (Le Parisien, La Stampa) diffusaient des contenus typiques de l'extrême droite, que ces médias n'auraient jamais publiés, afin de blanchir et de banaliser des récits prorusses, anti-UE et anti-OTAN. Le typosquatting consiste à utiliser une adresse URL presque identique à celle du média original, à une lettre près. Ces contenus étaient ensuite injectés dans les réseaux sociaux par des redirections trompeuses : des liens vers les clones étaient massivement publiés en commentaire sous les messages des médias usurpés.

Quant aux contenus diffusés au moyen de ces tactiques, il faut souligner que les acteurs de la FIMI ne propagent pas des contre-vérités éparses : ils construisent des récits cohérents. Les récits FIMI peuvent être compris comme une catégorie de récits stratégiques[26] dont la projection est manipulatoire, c'est-à-dire dissimulée, coordonnée et amplifiée de manière inauthentique ; dont l'objet est avant tout la société ciblée ; et dont le but est de façonner le comportement politique de la cible plutôt que de lui faire adopter la vision du monde de l'émetteur[27].

Si l'écosystème FIMI russe repose sur un ensemble centralisé de métarécits[28], les récits diffusés dans les États membres pendant la campagne de 2024 semblaient d'accents très divers. Des recherches récentes[29] montrent pourtant que cette diversité apparente masque un schéma unique : un modèle constant du méchant, décliné en figures de victimes calibrées selon les angoisses économiques, les mémoires historiques et les identités culturelles du public visé. L'adversaire n'écrit donc pas un scénario par pays ; il distribue le même scénario à des personnages nationaux différents. Les variations nationales s'expliquent ainsi par l'adaptation tactique

24 European External Action Service (2024) Doppelganger strikes back: FIMI activities in the context of the EE24, https://euvsdisinfo.eu/uploads/2024/06/EEAS-TechnicalReport-DoppelgangerEE24_June2024.pdf ; VIGINUM (2023). RRN: a complex and persistent information manipulation campaign, 19 July, https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20230719_NP_VIGINUM_RAPPORT-CAMPAGNE-RRN_EN.pdf

25 VIGINUM (2026) Definitions and objectives of the concept of "Information Manipulation Set" (IMS), January 2026, https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20260122_NP_TLP-CLEAR_SGDSN_VIGINUM_IMS_0.pdf

26 Miskimmon, A., B. O'Loughlin, and L. Roselle (2013). Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order. Routledge, https://www.routledge.com/Strategic-Narratives-Communication-Power-and-the-New-World-Order/Miskimmon-OLoughlin-Roselle/p/book/9780415721882

27 Agnieszka K. Cianciara (2026) Nationally Yours. The Tactical Adaptation of the Russian FIMI Narratives in the 2024 European elections' campaign, Contemporary Security Policy (manuscript under review).

28 Legucka, A., R. Kupiecki (2022). Introduction In: Disinformation, Narratives and Memory Politics in Russia and Belarus, eds. A. Legucka, R. Kupiecki. Routledge, https://www.routledge.com/Disinformation-Narratives-and-Memory-Politics-in-Russia-and-Belarus/Legucka-Kupiecki/p/book/9781032251110

29 Agnieszka K. Cianciara (2026) Nationally Yours… op. cit.

d'un schéma commun aux conditions locales de résonance stratégique[30]. L'analyse narrative structurelle montre que le « méchant » désigné varie peu : c'est « Bruxelles » ou le gouvernement national. La victime est taillée sur mesure ; le héros est souvent un parti d'extrême droite local. En Pologne, l'intrigue s'articule autour des réfugiés ukrainiens que le gouvernement (le méchant) traiterait mieux que les Polonais (la victime). Ailleurs, elle porte sur la cherté de l'énergie (Allemagne) ou sur une politique agricole européenne jugée néfaste (France). Les victimes sont toujours des citoyens ordinaires ou certains groupes, agriculteurs ou retraités, lésés par leur gouvernement et par l'UE. La morale est partout la même : élire des responsables d'extrême droite hostiles à l'UE qui, comme par hasard, se targuent de bonnes relations avec la Russie.

Le blanchiment narratif : quand l'étranger se fait national

Les campagnes de désinformation étrangères n'inventent pas les problèmes : elles déforment et amplifient des tensions et des divisions internes préexistantes. Elles sèment des récits adaptés au contexte local et en laissent le blanchiment à des acteurs locaux[31]. Par analogie avec le blanchiment d'argent, on peut distinguer trois étapes : le placement (publication initiale sur un compte ou un site qui masque l'origine), l'empilement (circulation par des intermédiaires sans lien apparent et par des « citations en cascade » vers des sources de plus en plus crédibles) et l'intégration (reprise par des médias de confiance ou de vrais utilisateurs, jusqu'à ce que le récit devienne un élément ordinaire du débat public). L'amplification domestique désigne précisément le moment où des acteurs nationaux confèrent à un récit exogène sa légitimité et sa portée. Cela ne suppose pas de coordination active avec l'acteur étranger, mais seulement un alignement idéologique ou stratégique.

Le blanchiment narratif rend l'attribution d'une campagne à un acteur donné très difficile, sauf à retracer les techniques et canaux de diffusion des contenus manipulés – un traçage lui-même problématique. En 2025, le SEAE a documenté 540 incidents FIMI dans l'UE, impliquant 10 500 canaux et sites : 29 % ont été attribués à la Russie et 6 % à la Chine, l'Ukraine, la France, la Moldavie et l'Allemagne étant les principales cibles. Les 65 % restants, non attribués, présentaient des indices de coordination avec des actifs liés à des infrastructures russes ou chinoises[32]. L'écosystème FIMI russe comprend des médias d'État (RT et Sputnik, interdits dans l'UE), des réseaux de sites clonés ou « miroirs » (Doppelgänger, réseau Pravda), des opérations visant à submerger les vérificateurs (Operation Overload), des officines de « désinformation sur commande » et, surtout, des relais domestiques : partis, influenceurs, médias partisans et organisations idéologiquement alignées. La FIMI électorale combine désormais manipulation algorithmique, influenceurs rémunérés, sites miroirs et relais domestiques.

Enfin, le modèle économique des plateformes, fondé sur l'attention, récompense l'émotion, l'indignation et la polarisation, et leurs systèmes de recommandation peuvent être détournés. Un rapport de VIGINUM, le service français de vigilance contre les ingérences numériques étrangères, soulignait en 2025 la facilité avec laquelle on peut imposer la visibilité d'un sujet et l'inefficacité des mesures prises par les plateformes. L'essor de l'IA générative y ajoute deux effets. Le premier tient à l'échelle et au coût : les campagnes FIMI recourent couramment à des contenus audio et vidéo manipulés par l'IA – un incident sur quatre recensé par le SEAE en 2025[33] – et la manipulation automatisée à grande échelle est devenue très bon marché. Le second est l'empoisonnement des modèles, ou « LLM grooming » : en inondant moteurs et robots d'indexation de contre-vérités prorusses, les campagnes FIMI faussent la manière dont les grands modèles de langage utilisés au quotidien, tels que ChatGPT, traitent et présentent l'information. Dix grands agents conversationnels reprenaient ainsi les fausses affirmations du réseau Pravda dans 33 % des cas[34]. La FIMI ne vise plus seulement les humains,

30 McDonnell, T. E., Bail, C. A., & Tavory, I. (2017). A Theory of Resonance. Sociological Theory, 35(1), 1-14. https://doi.org/10.1177/0735275117692837; Homolar, A. (2021) A call to arms: Hero–villain narratives in US security discourse. Security Dialogue, 53(4), 324–342. https://doi.org/10.1177/09670106211005897

31 Meleshevich, K. and Schafer, B. (2018). Online Information Laundering: The Role of Social Media. Alliance for Securing Democracy, no. 002, https://www.gmfus.org/news/online-information-laundering-role-social-media

32 European External Action Service (2026) 4th EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats Dismantling the FIMI House of Cards, https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/2026/documents/EEAS%204th%20Threat%20Report_web%20version_1.pdf

33 European External Action Service (2026) 4th EEAS Report…, op. cit.

34 Sadeghi, M. and Blachez, I. (2025). A Well-funded Moscow-based Global 'News' Network has Infected Western Artificial Intelligence Tools Worldwide with Russian Propaganda. NewsGuard. https://www.newsguardtech.com/special-

mais aussi les machines qui les informent.

Les effets des manipulations informationnelles : l'érosion plutôt que la persuasion

Les recherches disponibles fournissent des preuves solides sur la conception des campagnes FIMI et leurs modes de diffusion, mais des preuves encore fragiles sur leurs effets directs sur le comportement politique, en particulier sur le vote. Toutefois, si l'effet causal direct de l'exposition à la désinformation sur les choix électoraux est difficile à démontrer, cela ne signifie pas qu'elle soit dépourvue d'effets diffus de plus long terme. L'état de la littérature permet de conclure que la désinformation et la FIMI agissent moins en convertissant des électeurs qu'en confortant des partisans déjà acquis, en usant la confiance et en faisant paraître illégitimes des décisions légitimes[35].

La vulnérabilité à la désinformation s'enracine dans une crise de légitimité préexistante[36]. Le déclin de la confiance des citoyens envers les institutions démocratiques les rend plus réceptifs aux récits alternatifs, lesquels accentuent à leur tour la défiance. En Europe, ces récits sont souvent associés à la fois à la droite radicale nationale et à des stratégies étrangères, le plus souvent russes, visant à saper la légitimité des institutions et à déstabiliser les partis de gouvernement, les exécutifs et les élections. C'est un cercle vicieux de la défiance, et c'est précisément ce que la FIMI cherche à exploiter.

Les récits FIMI d'élections « truquées » ou de gouvernements « traîtres » cherchent moins à convaincre d'un fait qu'à rendre suspecte toute information officielle, et donc à saper la confiance dans les institutions démocratiques : gouvernement, justice, médias, police et armée, au profit de sources alternatives, souvent radicalisées. La FIMI peut aussi viser la participation électorale. Sa morale appelle généralement au vote protestataire radical, mais elle peut aussi encourager l'abstention en canalisant le dégoût des élites (« ils sont tous pareils ») et le sentiment d'impuissance (« votre voix ne compte pas »). La FIMI nourrit la polarisation, avant tout affective : hostilité et ressentiment envers le camp adverse, plutôt que désaccord idéologique. Il s'agit moins de changer les croyances que de faire haïr ceux qui en ont d'autres. Enfin, lorsque la confiance est faible, même une décision fondée (sanctionner un élu corrompu) peut paraître partisane. C'est le « dividende du menteur » : dans un environnement saturé de faux, il devient facile de nier le vrai. Dans un contexte polarisé, peu importe ce que la personne a fait ou le bien-fondé juridique de la décision ; il suffit qu'« ils » aient frappé « les nôtres » pour délégitimer toute décision politique.

Comment répondre face aux manipulations informationnelles ? Les leçons apprises en Europe

L'Union européenne s'est dotée du cadre institutionnel, méthodologique et réglementaire de lutte contre la FIMI le plus complet de toutes les organisations internationales. Cela ne signifie pas que son action soit pleinement adéquate, suffisante ou aisément transposable hors d'Europe, mais elle offre assurément des enseignements aux autres démocraties confrontées au « désordre informationnel »[37]. Ce cadre s'est construit depuis 2015 par couches successives, que l'on peut ordonner selon quatre logiques[38].

La première est la connaissance de la situation, qui permet de détecter et d'analyser de manière structurée les campagnes FIMI coordonnées visant l'UE et ses États membres, y compris les récits hostiles ainsi que les canaux et techniques de diffusion des contenus.

reports/moscow-based-global-news-network-infected-western-artificial-intelligence-russian-propaganda/

35 Eady, G., Paskhalis, T., Zilinsky, J. et al. Exposure to the Russian Internet Research Agency foreign influence campaign on Twitter in the 2016 US election and its relationship to attitudes and voting behavior. Nature Communications 14, 62 (2023). https://doi.org/10.1038/s41467-022-35576-9; Budak C, Nyhan B, Rothschild DM, Thorson E, Watts DJ. Misunderstanding the harms of online misinformation. Nature. 2024 Jun;630(8015):45-53. doi: 10.1038/s41586-024-07417-w. Epub 2024 Jun 5. PMID: 38840013. Lin, H., Czarnek, G., Lewis, B. et al. Persuading voters using human–artificial intelligence dialogues. Nature 648, 394–401 (2025). https://doi.org/10.1038/s41586-025-09771-9

36 Bennett, W. L. and Livingston, S. (2018). The disinformation order: Disruptive communication and the decline of democratic institutions. European Journal of Communication, 33(2), 122–139. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323118760317

37 Wardle, C. and Derakhshan, H. (2017). Information Disorder: Toward an Interdisciplinary Framework for Research and Policy Making. Strasbourg: Council of Europe. https://edoc.coe.int/en/media/7495-information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research-and-policy-making.html

38 Filip Bryjka and Agnieszka Legucka (2026 forthcoming) The EU's Approach to Countering FIMI, in: Countering Foreign Information Manipulation and Interference in Europe Strategies, Capabilities, and Resilience, eds. A.K. Cianciara and A. Legucka, London & New York: Routledge, https://www.routledge.com/Countering-Foreign-Information-Manipulation-and-Interference-in-Europe-Strategies-Capabilities-and-Resilience/Cianciara-Legucka/p/book/9781041374534

Cette mission est assurée par les unités de communication stratégique (StratCom) du SEAE et au sein du nouveau Centre européen pour la résilience démocratique, en coordination avec le système d'alerte rapide, qui s'appuie sur des points de contact nationaux dans les capitales des États membres.

Deuxièmement, l'UE entend réguler les très grandes plateformes en ligne (VLOPs). Celles-ci ne sont pas considérées comme des infrastructures neutres, mais comme des architectes actifs du discours public et des gardiens de l'accès numérique, qui doivent être régulés et tenus responsables en raison de leur pouvoir structurel asymétrique et d'une curation algorithmique conçue pour maximiser l'engagement, donc la monétisation. L'engagement étant surtout suscité par des contenus manipulés, clivants ou extrêmes, les plateformes engendrent, selon l'UE, un risque public inhérent. Elles sont de fait l'agora moderne, mais régie par des règles privées qui autorisent la diffusion massive de contenus manipulés à des fins lucratives, sans aucune responsabilité[39]. La régulation européenne vise à placer ces espaces sous contrôle démocratique. Ses piliers, le règlement sur les services numériques (DSA) et le règlement sur l'IA (AI Act), imposent aux très grandes plateformes des obligations d'évaluation et d'atténuation des risques systémiques et de transparence des contenus synthétiques. Plutôt que de censurer, l'UE cherche à contraindre les plateformes à démanteler les canaux de diffusion, les réseaux de bots et les boucles de récompense algorithmiques dont dépendent les ingérences, notamment en exigeant la transparence de leur architecture et de leurs algorithmes. La cible est la logique opérationnelle de l'infrastructure, non tel ou tel contenu, sauf s'il est illégal en droit national.

Troisièmement, l'UE impose des coûts et des sanctions, notamment le gel des avoirs et l'interdiction de voyager, aux entités et personnes étrangères impliquées dans des campagnes FIMI déstabilisatrices. Les activités des médias d'État russes sont ainsi suspendues dans l'Union. Une évolution majeure a été le passage du diagnostic à la dissuasion. Connaissant le fonctionnement des IMS, l'UE cherche désormais à cibler leurs nœuds critiques (intermédiaires, prestataires, chaînes d'approvisionnement) afin de rendre les opérations FIMI « plus coûteuses et moins soutenables »[40]. Le but ultime est de rendre ces campagnes techniquement difficiles et financièrement onéreuses pour les adversaires étrangers.

Quatrièmement, l'UE s'attache à renforcer la résilience démocratique des sociétés européennes par des programmes et des réseaux de soutien à la vérification des faits, aux médias de qualité et à l'éducation aux médias. Il s'agit ici de préparer les citoyens, au niveau individuel, à mieux affronter le désordre informationnel dans lequel ils vivent.

L'Europe agit non seulement à l'échelle régionale, communautaire, mais aussi à l'échelle nationale. Or, d'un État membre à l'autre, la diversité des réponses institutionnelles domine. Les recherches menées dans le cadre du projet SAUFEX (Horizon Europe) ont permis de distinguer trois niveaux d'institutionnalisation des réponses à la FIMI, selon quatre critères[41] : système centralisé ou décentralisé ; coordination gouvernementale ou ministérielle ; existence d'une agence spécialisée ; recours à des outils analytiques et numériques dédiés à la détection et à l'analyse de la FIMI.

Un niveau élevé d'institutionnalisation n'a été observé que dans deux États membres, la France et la Suède, qui se sont dotées d'un système de coordination centralisé et d'un service spécialisé : le Service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (VIGINUM) en France et l'Agence de défense psychologique en Suède. Un niveau intermédiaire, avec une coordination ministérielle et des structures spécialisées naissantes (comme NASK), caractérise notamment la Pologne, la Finlande, l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Estonie et la Lituanie. De nombreux États membres, en revanche, s'en remettent surtout aux dispositifs européens et présentent un faible niveau d'institutionnalisation de leurs capacités de lutte contre la FIMI.

La France constitue le cas le plus instructif, car elle allie

39 Hannah Bloch-Wehba (2019), Global Platform Governance: Private Power in the Shadow of the State, 72 SMU L. Rev. 27, https://doi.org/10.25172/smulr.72.1.9 ; De Gregorio G, Pollicino O. The European Constitutional Way to Address Disinformation in the Age of Artificial Intelligence. German Law Journal. 2025;26(3):449-470, doi:10.1017/glj.2025.24.

40 European External Action Service (2026) 4th EEAS Report…, op. cit.

41 Agnieszka K. Cianciara and Kamila Szymańska (2026 forthcoming) Institutional Capacity-Building to Counter FIMi, in: Countering Foreign Information Manipulation and Interference in Europe Strategies, Capabilities, and Resilience, eds. A.K. Cianciara and A. Legucka, London & New York: Routledge, https://www.routledge.com/Countering-Foreign-Information-Manipulation-and-Interference-in-Europe-Strategies-Capabilities-and-Resilience/Cianciara-Legucka/p/book/9781041374534

une capacité d'action forte à des garde-fous démocratiques. VIGINUM a été conçu avec prudence afin d'asseoir sa crédibilité et de désamorcer l'accusation de « ministère de la vérité » : un mandat étroit, limité aux ingérences étrangères portant atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ; l'analyse des seules sources ouvertes ; une attention centrée sur la diffusion « massive, artificielle ou automatisée » ; et le contrôle d'un comité éthique et scientifique indépendant. Ce modèle est désormais consacré par la Stratégie nationale de lutte contre les manipulations de l'information 2026–2030, qui engage la France à promouvoir une « doctrine démocratique de réponse aux manipulations » auprès de ses partenaires internationaux.

La Pologne illustre un autre modèle. Sans centre national de coordination unique, elle a consolidé un système ministériel à plusieurs pôles, où le ministère des Affaires étrangères joue un rôle de premier plan, avec un plénipotentiaire chargé de la lutte contre la désinformation internationale, un département de la communication stratégique et un Conseil pour la résilience face à la désinformation internationale réunissant administration, société civile, universitaires et secteur privé. Mais l'expérience polonaise comporte aussi un avertissement : le bureau du plénipotentiaire gouvernemental créé en 2022 à la Chancellerie du Premier ministre, sous le gouvernement précédent, a été dissous fin 2023 pour politisation, après avoir participé à des campagnes visant à discréditer l'opposition d'alors. Voilà ce qu'il faut éviter : une institution perçue comme partisane, qui détruit la confiance qu'elle prétend protéger.

Ces deux cas soulignent l'importance d'une institutionnalisation crédible et indiquent une voie à suivre : gagner la confiance par des actions ciblées dans les domaines où un large consensus existe, même dans les sociétés polarisées, à savoir la menace informationnelle étrangère. Il devient alors plus aisé d'éviter, ou de réduire, la dé-légitimation et les accusations de censure de la contestation intérieure. Enfin, il convient, dans un premier temps, de privilégier la construction de la crédibilité institutionnelle plutôt que la police de la désinformation.

Les solutions institutionnelles et réglementaires ne suffiront cependant pas à bâtir la résilience démocratique face à la désinformation. Une société civile dynamique a un rôle clé à jouer, tant dans le démenti (debunking) que dans la réfutation préventive (prebunking) des manipulations de l'information. Le debunking, qui prend généralement la forme de la vérification des faits, est une réponse réactive qui corrige des croyances isolées, sans réduire la polarisation affective[42]. Autrement dit, nous pouvons accepter la correction de telle ou telle fausse information sans que change notre vision du monde, ni les émotions que nous éprouvons envers certaines personnes ou certains groupes.

C'est pourquoi chercheurs et praticiens se sont tournés vers le prebunking. Plutôt que de réfuter une fausse affirmation après coup, il avertit à l'avance qu'on pourrait chercher à nous manipuler, et montre comment[43]. Comme un vaccin, une petite dose inoffensive de la ruse aide à la reconnaître ensuite. Parce qu'il apprend à repérer des techniques plutôt que des affirmations isolées, une courte vidéo ou un jeu en ligne peut protéger contre de nombreux messages futurs, y compris ceux qui n'existent pas encore. Une étude menée dans douze pays de l'UE avant les élections européennes de 2024 montre que le prebunking fonctionne, même si ses effets sont modestes et varient selon le niveau d'éducation[44]. Sur Instagram, auprès de jeunes Britanniques, une vidéo de 19 secondes a amélioré la reconnaissance de la manipulation émotionnelle, sur un échantillon toutefois restreint[45]. Quels sont ses effets sur la polarisation affective ? Selon des recherches expérimentales, une vidéo de prebunking consacrée au langage hostile et clivant a rendu des participants britanniques et américains moins enclins à cliquer sur des messages polarisants ou à les partager, sans les

42 Porter E, Scott RB, Wood TJ, Zhandayeva R (2024) Correcting misinformation about the Russia-Ukraine War reduces false beliefs but does not change views about the War. PLoS ONE 19(9): e0307090. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0307090

43 Ullrich Ecker, et al. Misinformation poses a bigger threat to democracy than you might think. Nature 630, 29-32 (2024), doi: https://doi.org/10.1038/d41586-024-01587-3

44 Biddlestone, M., Goldberg, B., Basol, M., van der Linden, S., Roozenbeek, J. and al. (2026). Video inoculation against election misinformation across 12 EU nations. Communications Psychology. https://www.nature.com/articles/s44271-025-00379-3

45 Van der Linden, S., Louison-Lavoy, D., Blazer, N., Noble, N. S., and Roozenbeek, J. (2026). Prebunking misinformation techniques in social media feeds: Results from an Instagram field study. Harvard Kennedy School (HKS) Misinformation Review, 22 January 2026. https://misinforeview.hks.harvard.edu/article/prebunking-misinformation-techniques-in-social-media-feeds-results-from-an-instagram-field-study/

rendre plus bienveillants envers leurs adversaires politiques[46]. La force du prebunking n'est donc pas de faire changer d'avis davantage que la vérification des faits : il touche le public plus tôt et plus largement, et cible les tactiques émotionnelles du « nous contre eux » qui alimentent la polarisation et que le démenti laisse intactes.

La leçon est que l'éducation aux médias est un investissement de long terme. Elle peut être co-construite par les programmes scolaires du primaire et du secondaire, par la recherche universitaire, ainsi que par les organisations de la société civile et les médias de qualité, qui sensibilisent le public aux biais cognitifs et affectifs dont se nourrit la désinformation.

La FIMI n'est pas une simple menace exogène pesant sur des démocraties par ailleurs saines. Elle exploite leurs faiblesses existantes et s'appuie sur une crise de légitimité des institutions et procédures démocratiques qui lui préexistait. Coordination institutionnelle, régulation des plateformes et éducation aux médias sont autant d'éléments indispensables d'une stratégie viable face au désordre informationnel. Mais l'impératif premier demeure de rétablir la confiance dans les institutions et les procédures démocratiques. Il est en particulier essentiel que les dispositifs de lutte contre la désinformation soient crédibles dans leur mandat comme dans leur action, au lieu de saper davantage la confiance qu'ils entendent protéger.

46 Smith, F., Simchon, A., Holford, D. et al. (2025). Inoculation reduces social media engagement with affectively polarized content in the UK and US. Communications Psychology, 3, 11. https://www.nature.com/articles/s44271-025-00189-7

LE SAHEL ET L'EUROPE, DEUX DÉFIS INFORMATIONNELS EN PARTAGE

Du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest à l'Europe, la désinformation s'immisce dans les interstices du débat public, infléchit la perception des crises et recompose les rapports de force, allant jusqu'à mettre à l'épreuve les fondements mêmes de la légitimité démocratique. Elle s'insère dans des imaginaires et représentations déjà constitués, qu'il s'agisse des revendications souverainistes au Sahel ou de l'anxiété économique et de la défiance envers « Bruxelles » en Europe. Autrement dit, elle s'insère dans les fractures politiques, sociales et économiques qu'elle exploite, tandis que les plateformes numériques et l'intelligence artificielle démultiplient ses capacités de diffusion et de mise en scène. Sa portée tient non seulement à la propagation de contre-vérités, mais aussi et surtout à une entreprise plus insidieuse : brouiller les repères communs, attiser les antagonismes et installer le soupçon à l'égard des institutions, des médias et des procédures démocratiques. En ce sens réside l'une de ses conséquences les plus préoccupantes à savoir la capacité d'éroder la confiance des citoyens dans toute parole publique, participant ainsi à rendre toujours plus difficile l'établissement d'un socle factuel partagé.

Ce que l'analyse sahélienne décrit comme une coproduction des récits, où l'influence extérieure opère par amplification plutôt que par substitution, l'analyse européenne le désigne comme un blanchiment narratif. Les deux notions rendent compte d'un même mouvement : un récit d'origine exogène n'acquiert sa portée qu'au moment où des acteurs nationaux, qu'il s'agisse d'influenceurs, de journalistes, de dirigeants ou de partis politiques se l'approprient et lui confèrent une légitimité locale. Dès lors, les expériences sahéliennes, ouest-africaines et européennes révèlent, à cet égard, une réalité essentielle : les manipulations de l'information ne prospèrent pas uniquement par l'action de puissances étrangères. Elles gagnent en efficacité lorsqu'elles rencontrent des griefs anciens, des institutions fragilisées, un pluralisme médiatique menacé ou des fractures que les acteurs politiques eux-mêmes contribuent parfois à creuser.

Il s'ensuit que réduire la réponse à la surveillance des réseaux sociaux, à la régulation des plateformes ou au démenti des contenus trompeurs reviendrait donc à traiter les manifestations du phénomène sans en atteindre les ressorts. La veille et l'alerte précoce, la coopération avec les acteurs numériques, le soutien aux médias indépendants et l'éducation aux médias doivent s'inscrire dans une stratégie plus ample, attentive aux réalités locales et soucieuse de préserver les libertés publiques. Les dispositifs européens offrent des pistes utiles, non un modèle à transposer mécaniquement. Leur pertinence dépend de la capacité à les adapter aux trajectoires politiques, aux ressources institutionnelles et aux écosystèmes informationnels de chaque société.

Pour les États et les organisations régionales/internationales (UE, UA, CEDEAO, etc.), l'enjeu est désormais de traiter l'intégrité de l'information comme une dimension à part entière de la prévention des conflits et de la consolidation démocratique. Cela suppose de mieux détecter les opérations coordonnées, de renforcer les capacités locales de vérification, d'assurer la transparence des dispositifs de lutte et de préserver les conditions d'un débat public pluraliste. La frontière étant étroite entre la protection de l'espace informationnel et son assujettissement au pouvoir en ceci qu'une politique qui confondrait la lutte contre la manipulation avec la mise au pas de la critique citoyenne risquerait à rebours de nourrir la défiance qu'elle prétend conjurer.

Ainsi, une résilience informationnelle conséquente doit être surtout jugée à la solidité des institutions, à l'indépendance des médias et à la possibilité, pour les citoyens, de confronter les récits, de contester les autorités et de se forger un jugement éclairé. C'est dans cette exigence que se rejoignent les défis du Sahel et de l'Europe : faire de la vérité vérifiable, du pluralisme et de la confiance non des acquis présumés, mais les conditions toujours à reconquérir de la stabilité politique et de la vie démocratique. Dans cette perspective, la coopération entre l'Union européenne, l'Union africaine et la CEDEAO gagnerait à s'envisager comme un échange de pratiques entre partenaires confrontés à un défi commun, plutôt que comme l'exportation de normes. Si presque tous les malheurs de la vie viennent des fausses idées que nous avons sur ce qui nous arrive, la réponse à la désinformation ne saurait se réduire à la rectification des faits. Elle suppose de reconstituer, au Sahel comme en Europe, ce socle minimal d'espace commun, sans lequel la démocratie ne saurait véritablement prendre corps.

RECOMMANDATIONS

1. Établir un mécanisme de coopération interrégionale en matière de veille et d'alerte informationnelle

L'Union européenne, l'Union africaine et la CEDEAO devraient mettre en place un cadre permanent d'échange d'informations et de bonnes pratiques consacré à la détection, à la documentation et à l'analyse des campagnes coordonnées de désinformation et d'influence. Ce mécanisme permettrait de rapprocher les dispositifs d'alerte existants, de partager les méthodes d'analyse et de faciliter la coopération entre institutions publiques, chercheurs, médias et organisations de la société civile. Il pourrait être renforcé lors des périodes électorales et des crises sécuritaires, au cours desquelles les opérations de manipulation informationnelle sont susceptibles d'accentuer les tensions politiques et sociales.

2. Intégrer le risque informationnel aux mécanismes de prévention des crises et de protection des processus démocratiques

Les institutions nationales et régionales devraient intégrer les dynamiques informationnelles à leurs dispositifs d'alerte précoce et d'analyse des risques politiques et sécuritaires. La diffusion coordonnée de rumeurs visant des communautés, des institutions ou des forces de sécurité, de même que la circulation de récits susceptibles d'attiser les tensions ou de délégitimer les processus électoraux, devrait faire l'objet d'une surveillance contextualisée et d'une évaluation rapide. Cette approche permettrait de mieux anticiper les effets de la manipulation informationnelle sur la cohésion sociale et la stabilité politique, sans assimiler toute expression contestataire ou critique à une menace.

3. Renforcer la coordination des réponses aux opérations étrangères de manipulation de l'information

L'Union européenne, l'Union africaine et les organisations sous-régionales devraient développer des procédures communes de partage des preuves, d'analyse des réseaux impliqués dans les opérations étrangères de manipulation de l'information et de coordination des réponses. Lorsque les faits sont suffisamment établis, les instruments juridiques, diplomatiques et financiers disponibles pourraient être mobilisés de manière concertée contre les opérateurs et les intermédiaires concernés, dans le respect des compétences de chaque institution et des garanties procédurales. L'attribution des campagnes devrait s'appuyer sur des éléments vérifiables et faire l'objet d'une évaluation rigoureuse, afin de distinguer les opérations organisées de l'influence étrangère des échanges ordinaires et légitimes entre sociétés.

4. Instaurer un cadre de coopération avec les plateformes numériques fondé sur la transparence et la responsabilité

L'Union européenne, l'Union africaine et la CEDEAO devraient promouvoir un dialogue structuré avec les principales plateformes numériques afin d'améliorer la détection des campagnes coordonnées, la transparence des systèmes de recommandation et l'accès des chercheurs aux données pertinentes. Cette coopération devrait également favoriser une modération plus efficace dans les langues nationales et locales, ainsi que des procédures de signalement adaptées aux périodes électorales et aux crises. Elle gagnerait à s'accompagner d'échanges sur la transparence de la propriété et du financement des médias, le micro-ciblage politique et la protection des données personnelles. Des garanties juridiques et des mécanismes de recours demeureraient indispensables pour prévenir les retraits abusifs de contenus et les restrictions injustifiées de la liberté d'expression.

5. Soutenir les médias indépendants, la société civile et les initiatives locales de résilience informationnelle

Les États, les organisations régionales et les partenaires internationaux devraient renforcer leur soutien aux médias indépendants et communautaires, aux organisations de vérification des faits, aux chercheurs et aux initiatives d'éducation aux médias. Les financements devraient privilégier les dispositifs durables, ancrés dans les réalités sociales et linguistiques des populations, et mobiliser les canaux

de communication effectivement utilisés, notamment les radios communautaires et les plateformes numériques. Des programmes de formation à la vérification numérique et à la réfutation préventive des manipulations informationnelles pourraient être développés au bénéfice des journalistes, des diplomates et des acteurs de la société civile. Une attention particulière devrait être accordée à l'indépendance financière de ces acteurs, afin de réduire leur vulnérabilité aux pressions politiques et aux financements opaques.

6. Préserver le pluralisme médiatique et les libertés fondamentales dans la lutte contre la désinformation

Les États et les autorités de régulation devraient distinguer clairement les opérations coordonnées de manipulation de l'information de l'expression critique, du journalisme d'investigation et de la contestation politique légitime. Toute mesure restrictive, qu'il s'agisse de la suspension d'un média, du blocage d'un service ou du retrait d'un contenu, devrait reposer sur une base légale claire et satisfaire aux exigences de nécessité, de proportionnalité et de transparence. Les décisions devraient pouvoir faire l'objet d'un recours effectif. Les organisations régionales et les partenaires internationaux devraient intégrer ces garanties à leurs programmes de résilience informationnelle, afin que la défense de l'espace démocratique ne serve pas de justification à son rétrécissement.

7. Faire de la recherche conjointe et de l'évaluation le socle d'un partenariat euro-africain durable

L'Union européenne, l'Union africaine et la CEDEAO devraient favoriser le financement de programmes de recherche associant, sur un pied d'égalité, des chercheurs africains et européens. Ces programmes pourraient porter sur les mécanismes de diffusion des récits de manipulation, les effets de la désinformation sur la confiance institutionnelle, les spécificités linguistiques des espaces numériques et l'efficacité des réponses publiques. Le partage des données, la mobilité des chercheurs, la codirection des projets et l'évaluation indépendante des dispositifs adoptés contribueraient à la constitution d'une connaissance commune de la menace. Ce partenariat devrait s'appuyer sur la réciprocité des expertises et l'adaptation aux contextes locaux, plutôt que sur la transposition d'un modèle institutionnel unique, afin de faire de la coopération euro-africaine un levier de résilience démocratique durable.

Bibliographie

ARTICLE 19, « Niger: Lift the Ban on International Media and Protect Freedom of Expression », https://www.article19.org/fr/resources/niger-lift-the-ban-on-international-media-and-protect-freedom-expression/

Audinet, Maxime. (2025). « La stratégie d'influence de la Russie en Afrique subsaharienne : réseau d'acteurs et posture anticoloniale ». Revue Défense Nationale, 882(7), 91-99. https://doi.org/10.3917/rdna.882.0091

Bennett, W. L. and Livingston, S. (2018). The disinformation order: Disruptive communication and the decline of democratic institutions. European Journal of Communication, 33(2), 122–139. https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0267323118760317

Biddlestone, M., Goldberg, B., Basol, M., van der Linden, S., Roozenbeek, J. and al. (2026). Video inoculation against election misinformation across 12 EU nations. Communications Psychology. https://www.nature.com/articles/s44271-025-00379-3

Hannah Bloch-Wehba (2019), Global Platform Governance: Private Power in the Shadow of the State, 72 SMU L. Rev. 27, https://doi.org/10.25172/smulr.72.1.9

de Bruijn, M., Mutsvairo, B., Bruls, L., Cissé, M. G., Langguth, J., Orgeret, K. S., Badji, S. D., Moges, M. A., & Schroeder, D. T. (2025). "Aren't we all journalists?" Citizen journalism, disinformation and the weaponization of social media in conflict torn Mali. https://doi.org/10.1177/14648849241312743

Filip Bryjka, Aleksandra Wójtowicz (2025) Russia Launches Drone and Disinformation Attack on Poland, Bulletin, Polish Institute of International Affairs, NO. 99 (2600), 19 September, https://www.pism.pl/publications/russia-launches-drone-and-disinformation-attack-on-polandv

Filip Bryjka and Agnieszka Legucka (2026 forthcoming) The EU's Approach to Countering FIMI, in: Countering Foreign Information Manipulation and Interference in Europe Strategies, Capabilities, and Resilience, eds. A.K. Cianciara and A. Legucka, London & New York: Routledge, https://www.routledge.com/Countering-Foreign-Information-Manipulation-and-Interference-in-Europe-Strategies-Capabilities-and-Resilience/Cianciara-Legucka/p/book/9781041374534

Budak C, Nyhan B, Rothschild DM, Thorson E, Watts DJ. Misunderstanding the harms of online misinformation. Nature. 2024 Jun;630(8015):45-53. doi: 10.1038/s41586-024-07417-w. Epub 2024 Jun 5. PMID: 38840013.

Alan Charlish, Lidia Kelly and Barbara Erling (2025) Poland downs drones in its airspace, becoming first NATO member to fire during war in Ukraine, Reuters, September 10, https://www.reuters.com/business/aerospace-defense/poland-downs-drones-its-airspace-becoming-first-nato-member-fire-during-war-2025-09-10/

Chesney, B., & Citron, D. (2019). *Deep fakes: A looming challenge for privacy, democracy, and national security*. Calif. L. Rev., 107, 1753. https://www.californialawreview.org/print/deep-fakes-a-looming-challenge-for-privacy-democracy-and-national-security

Agnieszka K. Cianciara (2026) Nationally Yours. The Tactical Adaptation of the Russian FIMI Narratives in the 2024 European elections' campaign, Contemporary Security Policy (manuscript under review).

Agnieszka K. Cianciara and Kamila Szymańska (2026 forthcoming) Institutional Capacity-Building to Counter FIMi, in: Countering Foreign Information Manipulation and Interference in Europe Strategies, Capabilities, and Resilience, eds. A.K. Cianciara and A. Legucka, London & New York: Routledge, https://www.routledge.com/Countering-Foreign-Information-Manipulation-and-Interference-in-Europe-Strategies-Capabilities-and-Resilience/Cianciara-Legucka/p/book/9781041374534

De Gregorio G, Pollicino O. The European Constitutional Way to Address Disinformation in the Age of Artificial Intelligence. German Law Journal. 2025;26(3):449-470, doi:10.1017/glj.2025.24.

Deutsche Welle, « Liberté de presse au Sénégal : médias, Bassirou, code de la presse », https://www.dw.com/fr/libert%C3%A9-de-presse-senegal-medias-bassirou-code-de-la-presse/a-72410867

Dô, D. D. D. (2026). *La désinformation au Sahel : Narrativité, performativité et fabrique de l'opinion*. Revue Africaine de Communication de l'UCAD. https://rac.ucad.sn/la-desinformation-au-sahel-narrativite-performativite-et-fabrique-de-lopinion

Eady, G., Paskhalis, T., Zilinsky, J. et al. Exposure to the Russian Internet Research Agency foreign influence campaign on Twitter in the 2016 US election and its relationship to attitudes and voting behavior. Nature Communications 14, 62 (2023). https://doi.org/10.1038/s41467-022-35576-9

Ullrich Ecker, et al. Misinformation poses a bigger threat to democracy than you might think. Nature 630, 29-32 (2024), doi: https://doi.org/10.1038/d41586-024-01587-3

European External Action Service (2023) 1st EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats, https://www.eeas.europa.eu/eeas/1st-eeas-report-foreign-information-manipulation-and-interference-threats_en

European External Action Service (2024) Doppelganger strikes back: FIMI activities in the context of the EE24, https://euvsdisinfo.eu/uploads/2024/06/EEAS-TechnicalReport-DoppelgangerEE24_June2024.pdf

European External Action Service (2026) 4th EEAS Report on Foreign Information Manipulation and Interference Threats Dismantling the FIMI House of Cards, https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/2026/documents/EEAS%204th%20Threat%20Report_web%20version_1.pdf

Homolar, A. (2021) A call to arms: Hero–villain narratives in US security discourse. Security Dialogue, 53(4), 324–342. https://doi.org/10.1177/09670106211005897

La Dépêche (2023), *Afrique : zombies, rats... dans des vidéos délirantes, le groupe russe Wagner est présenté comme le pourfendeur de la présence française*, https://www.ladepeche.fr/2023/01/19/afrique-zombies-rats-dans-des-videos-delirantes-le-groupe-russe-wagner-est-presente-comme-le-pourfendeur-de-la-presence-francaise-10934172.php

Le Monde (2026), « En Guinée, la chaîne France 24 interdite de diffusion après qu'un présentateur a qualifié le chef de l'Etat, Mamadi Doumbouya, de « président putschiste »», https://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2026/09/17/en-guinee-la-chaine-france-24-interdite-de-diffusion-apres-qu-un-presentateur-a-qualifie-le-chef-de-l-etat-mamadi-doumbouya-de-president-putschiste_6776426_3236.html

Legucka, A., R. Kupiecki (2022). Introduction In: Disinformation, Narratives and Memory Politics in Russia and Belarus, eds. A. Legucka, R. Kupiecki. Routledge, https://www.routledge.com/Disinformation-Narratives-and-Memory-Politics-in-Russia-and-Belarus/Legucka-Kupiecki/p/book/9781032251110

Lewandowsky, S., Ecker, U. K., Cook, J., Van Der Linden, S., Roozenbeek, J., & Oreskes, N. (2023). Misinformation and the epistemic integrity of democracy. *Current opinion in psychology*, 54, 101711. https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2352250X23001562

Lin, H., Czarnek, G., Lewis, B. et al. Persuading voters using human–artificial intelligence dialogues. Nature 648, 394–401 (2025). https://doi.org/10.1038/s41586-025-09771-9

McDonnell, T. E., Bail, C. A., & Tavory, I. (2017). A Theory of Resonance. Sociological Theory, 35(1), 1-14. https://doi.org/10.1177/0735275117692837

Meleshevich, K. and Schafer, B. (2018). Online Information Laundering: The Role of Social Media. Alliance for Securing Democracy, no. 002, https://www.gmfus.org/news/online-information-laundering-role-social-media

Ministerstwo Cyfryzacji (2025) Uwaga na dezinformację związaną z naruszeniem polskiej przestrzeni powietrznej przez drony, 10.09, https://www.gov.pl/web/cyfryzacja/uwaga-na-dezinformacje-zwiazana-z-naruszeniem-polskiej-przestrzeni-powietrznej-przez-drony

Miskimmon, A., B. O'Loughlin, and L. Roselle (2013). Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order. Routledge, https://www.routledge.com/Strategic-Narratives-Communication-Power-and-the-New-World-Order/Miskimmon-OLoughlin-Roselle/p/book/9780415721882

ONU Info, « Un cadre stratégique et un plan d'action pour l'intégrité de l'information adoptés à Praia », 2025, https://news.un.org/fr/story/2025/12/1157995

Porter E, Scott RB, Wood TJ, Zhandayeva R (2024) Correcting misinformation about the Russia-Ukraine War reduces false beliefs but does not change views about the War. PLoS ONE 19(9): e0307090. https://doi.org/10.1371/journal.pone.0307090

Reuters Institute, Digital News Report 2023, https://reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/digital-news-report/2023

Sadeghi, M. and Blachez, I. (2025). A Well-funded Moscow-based Global 'News' Network has Infected Western Artificial Intelligence Tools Worldwide with Russian Propaganda. NewsGuard. https://www.newsguardtech.com/special-reports/moscow-based-global-news-network-infected-western-artificial-intelligence-russian-propaganda/

Schroeder, Z., Batista, M., & Timcke, S. (2025). *Digital governance for democratic integrity in West African electoral contexts.* https://www.scielo.org.za/scielo.php?pid=S2077-72132025000200005&script=sci_arttext

SGDSN, Viginum. (2025). « African Initiative : de la diplomatie publique aux opérations d'influence numériques ».https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20250612_TLPCLEAR_VIGINUM_FCDO_EEAS_Rapport_Technique_African_Initiative_FR.pdf

Smith, F., Simchon, A., Holford, D. et al. (2025). Inoculation reduces social media engagement with affectively polarized content in the UK and US. Communications Psychology, 3, 11. https://www.nature.com/articles/s44271-025-00189-7

Timbuktu Institute (2026), *Algorithmes en guerre. Comment l'IA générative rebat les cartes du conflit malien*, https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2026/09/15/des-algorithmes-en-guerre-comment-lia-gnrative-rebat-les-cartes-du-conflit-malien1.pdf

de Tinguy, Anne. «L'invasion de l'Ukraine, une guerre néo-impériale trente ans après l'effondrement de l'URSS». Anne de Tinguy (dir.). Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, Les Etudes du CERI n°266-267 (2023), pp.4-11. HAL Id : https://hal.science/hal-04088010v1

US Department of State (2022), *La campagne de désinformation d'Evguéni Prigojine dans toute l'Afrique*, https://2021-2025.state.gov/la-campagne-de-desinformation-devgueni-prigojine-dans-toute-lafrique/?safe=1

Van der Linden, S., Louison-Lavoy, D., Blazer, N., Noble, N. S., and Roozenbeek, J. (2026). Prebunking misinformation techniques in social media feeds: Results from an Instagram field study. Harvard Kennedy School (HKS) Misinformation Review, 22 January 2026. https://misinforeview.hks.harvard.edu/article/prebunking-misinformation-techniques-in-social-media-feeds-results-from-an-instagram-field-study/

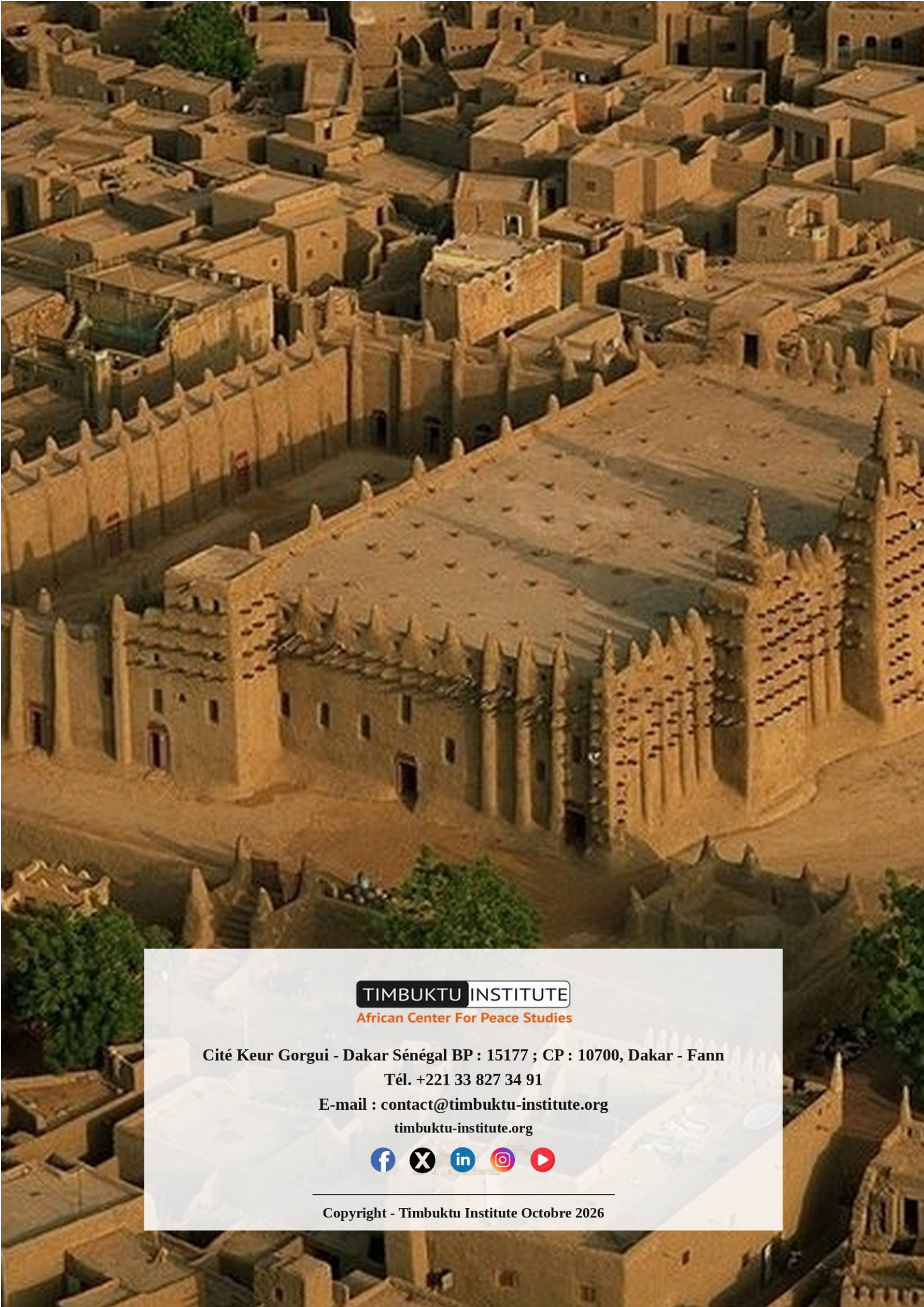
Vasyliuk, Stanislav. « Russia's Information Warfare in Africa: Influence Operations in the Sahel. » Journal of Strategic Security 19,

no. 1 (2026), pp. 78-92. DOI: https://doi.org/10.5038/1944-0472.19.1.2610.

VIGINUM (2023). RRN: a complex and persistent information manipulation campaign, 19 July, https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20230719_NP_VIGINUM_RAPPORT-CAMPAGNE-RRN_EN.pdf

VIGINUM (2026) Definitions and objectives of the concept of "Information Manipulation Set" (IMS), January 2026, https://www.sgdsn.gouv.fr/files/files/Publications/20260122_NP_TLP-CLEAR_SGDSN_VIGINUM_IMS_0.pdf

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). *Information disorder: Toward an interdisciplinary framework for research and policymaking* (Vol. 27, pp. 1-107). Strasbourg: Council of Europe. https://www.firstdraftnews.org/wp-content/uploads/2017/11/PREMS-162317-GBR-2018-Report-de%CC%81sinformation-1.pdf



TIMBUKTU INSTITUTE
African Center For Peace Studies

Cité Keur Gorgui - Dakar Sénégal BP : 15177 ; CP : 10700, Dakar - Fann
Tél. +221 33 827 34 91
E-mail : contact@timbuktu-institute.org
timbuktu-institute.org

Copyright - Timbuktu Institute Octobre 2026